

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 5 JUILLET 1924.

Proposition de loi concernant l'obtention des diplômes d'instituteur et d'institutrice par les candidats qui ont subi l'examen devant les jurys centraux de Gand, Laeken et Forest en 1917-1918 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. VAN CAUWELAERT.

MESSIEURS,

La proposition déposée par M. Heyman a pour but de fournir aux aspirants-instituteurs et aux aspirantes-institutrices, qui, en 1917 et 1918, ont passé l'examen devant les jurys centraux de Gand, Laeken et Forest, l'occasion d'obtenir un diplôme complet et régulier en subissant une examen complémentaire.

Dans les développements de sa proposition, M. Heyman a exposé longuement les motifs pour lesquels il serait injuste, à l'égard de ces candidats, de ne pas tenir compte de l'épreuve qu'ils ont déjà subie. On ne peut prétendre que cette épreuve n'a pas été sérieuse; si elle n'a pas été complète ou si la désignation des membres du jury peut faire l'objet de quelque critique, il est certain qu'on ne peut s'en prendre de ce chef aux récipiendaires. De bonne foi, ceux-ci ont dû croire que l'examen, qu'ils passaient, était absolument conforme aux prescriptions des lois belges; aussi serait-il injuste de leur faire supporter les conséquences de faits entièrement indépendants de leur volonté. L'opinion publique partageait alors ce sentiment; ce qui le prouve, c'est que bon nombre de candidats diplômés dans ces circonstances ont été nommés immédiatement dans l'enseignement officiel ou subsidiaire. Aussi la plupart d'entre eux, surtout ceux qui entretemps avaient contracté mariage, furent-ils cruellement éprouvés, quand, après l'armistice, ils se virent démissionnés parce que leur diplôme avait été déclaré nul.

(1) Proposition de loi, n° 239.

(2) La Section centrale était composée de MM. MECHERYNCK, président, FISCHER, SIFFER, VAN CAUWELAERT, SAMYN, PEEL et PIRARD.

Cette mesure rigoureuse se comprenait d'autant moins que M. Harmignie, alors Ministre des Sciences et des Arts, avait reconnu à la Chambre, le 4 juin 1919, « que les jurys avaient été institués conformément aux lois et règlements sur la matière » et qu'une mesure de régularisation suffisait pour donner une sanction définitive aux diplômes qui avaient été délivrés.

Toutefois, il n'intervint aucune mesure de régularisation. Au contraire, le successeur de M. Harmignie décida, par arrêté royal du 21 août 1919, que les diplômes délivrés en 1917 et 1918 par les jurys de Gand, Laeken et Forest ne pouvaient être soumis à la sanction légale et que les porteurs de ces diplômes devaient subir un nouvel examen.

L'injustice de cette mesure se fit sentir d'une façon d'autant plus profonde que, contrairement à cette décision, les diplômes délivrés dans des conditions analogues par les jurys du pays wallon avaient été déclarés valables.

Les raisons invoquées par M. le Ministre des Sciences et des Arts, en réponse à diverses questions de Membres de la Chambre, pour justifier cette différence de traitement, ne parurent pas, de façon générale, suffisamment convaincantes; en tout cas, les Membres de la Chambre étaient communément d'avis que les intéressés avaient déjà assez souffert sous le régime de l'arrêté royal du 21 août 1919.

C'est ce sentiment que M. Heyman exprima lors de son interpellation du 12 avril dernier, et M. le Ministre émit lui-même le vœu de voir la Chambre prendre l'initiative d'une proposition, qui l'autoriserait à n'imposer à ces candidats-instituteurs qu'un examen complémentaire, destiné à établir qu'ils sont suffisamment à la hauteur de leur tâche.

M. Heyman, sans tarder, donna suite à ce vœu : il déposa la proposition qui nous est soumise et à laquelle les Sections firent le meilleur accueil. Dans deux Sections il a été fait certaines réserves en ce qui concerne le caractère sérieux de cet examen complémentaire, mais en dehors de ces réserves, la proposition a été adoptée :

- 1^{re} Section, à l'unanimité ;
- 2^e id. à l'unanimité mais quatre abstentions ;
- 3^e id. par 10 voix et 5 abstentions ;
- 4^e id. à l'unanimité ;
- 5^e id. par 15 voix et 1 abstention ;
- 6^e id. à l'unanimité.

L'auteur de la proposition fit observer en section centrale qu'il s'était glissé une erreur dans le texte qu'il avait déposé.

L'épreuve didactique prévue au 2^e de l'article premier ne comprend pas seulement la religion et la morale, comme le texte semble le dire, mais toutes les branches du programme de la quatrième année d'études.

Un membre désirait, en outre, voir remplacer les mots : « A titre exceptionnel, cette épreuve comprendra » par : « A titre exceptionnel, cette épreuve ne comprendra que ».

En conséquence, la Section centrale propose de rédiger les trois derniers alinéas de l'article premier comme suit :

« A titre exceptionnel, cette épreuve ne comprendra que :

» 1° Une interrogation sur la religion et la morale pour les candidats, qui n'en ont pas demandé la dispense;

» 2° Une épreuve didactique sur une des matières du programme des trois premiers degrés de l'école primaire. »

Un membre de la première Section avait proposé de faire interroger les candidats sur leurs sentiments civiques.

La Section centrale a estimé qu'il n'était pas possible, pratiquement parlant, de faire de ces sentiments l'objet d'une branche d'examen.

Un membre de la Section centrale insista, d'autre part, sur le fait qu'on avait attaqué injustement aussi bien les membres des jurys en cause que les candidats dans leur honneur patriotique. L'un ou l'autre d'entre eux peut avoir fait montre de sentiments activistes; c'est là une rare exception. Quoiqu'il en soit, le fait d'avoir siégé au sein de ces jurys ou d'avoir comparu devant ces derniers comme candidat, ne peut être considéré comme un acte reprehensible au point de vue patriotique. Parmi les intéressés, il en est, au contraire, plusieurs qui ont fait les plus grands sacrifices pour la patrie; ils ne méritent donc nullement d'être rendus suspects, comme ils l'ont été de la part de certains journaux.

C'est ce que M. Heyman avait déjà fait ressortir lors de son interpellation à M. le Ministre des Sciences et des Arts. Quand il rendit hommage au patriotisme et à la prudence, dont certains membres du jury avaient fait preuve, M. le Ministre l'interrompit en disant « qu'il n'avait jamais dit le contraire ».

Un membre de la Section centrale crut ne pas pouvoir s'associer à cet hommage, parce qu'il restait d'avis que ceux qui firent partie de ces jury's ou qui ont comparu devant eux, ont mal agi. Toutefois, les autres membres se sont ralliés aux paroles de réhabilitation qui avaient été prononcées.

Sous réserve des modifications mentionnées ci-dessus, la Section centrale a adopté la proposition par 4 voix et une abstention.

Le Rapporteur,

FR. VAN CAUWELAERT.

Le Président,

A. MECHELYNCK.

BIJLAGE VAN N^o 433.**ANNEXE AU N^o 433.**

Wetsvoorstel betreffende het verkrijgen van het diploma van onderwijzer en onderwijzeres door de Candidaten die het examen voor de middenjury's van Gent, Laken en Vorst hebben afgelegd in 1917-1918.

Proposition de loi concernant l'obtention du diplôme d'instituteur et d'institutrice par les candidats qui ont subi l'examen devant les jurys centraux de Gand, Laeken et Forest en 1917-1918.

**WIJZIGING VOORGESTELD
DOOR DE MIDDENAFDEELING.**

**MODIFICATION PROPOSÉE
PAR LA SECTION CENTRALE.**

EERSTE ARTIKEL.**ARTICLE PREMIER**

Lid 2, 1^o en 2^o, te vervangen door den volgende tekst :

Rédiger l'alinéa 2, 1^o et 2^o, comme suit :

« Bij uitzondering zal deze proef enkel omvatten :

« A titre exceptionnel, cette épreuve ne comprendra que :

1^o Eene ondervraging over den godsdienst en de zedenleer, voor de candidaten die daarvan geene ontslaging hebben gevraagd ;

1^o Une interrogation sur la religion et la morale, pour les candidats qui n'en ont pas demandé la dispense ;

2^o Eene didactische proef over een der vakken voorzien in het programma van de eerste drie graden der lagere school. »

2^o Une épreuve didactique sur une des matières du programme des trois premiers degrés de l'école primaire. »

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 5 JULI 1921.

Wetsvoorstel betreffende het verkrijgen van het diploma van onderwijzer en onderwijzeres door de kandidaten die het examen voor de middenjury's van Gent, Laken en Vorst hebben afgelegd in 1917-1918 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER VAN CAUWELAERT.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp neêrgelegd door den heer Heyman heeft voor doel om aan de kandidaten-onderwijzers en -onderwijzeressen, die, in de jaren 1917 en 1918, voor de middenjury's van Gent, Laken en Vorst geslaagd zijn, de gelegenheid te geven om door een aanvullend examen een volledig, regelmatig diploma te verkrijgen.

De bewerker van het voorstel heeft in zijn toelichtingsmemorie breedvoerig uiteengezet waarom het onrechtvaardig zou zijn, voor deze kandidaten, geen rekening te houden met de door hen reeds onderstane proef. Men kan onmogelijk staande houden dat dit examen niet ernstig is geweest, en, indien er aan de volledigheid er van iets ontbreekt of zoo er op de aanstelling van enkele juryleden iets kan worden afgewezen, dan is zulks niet de schuld der kandidaten. Deze hebben te goeder trouw moeten meenen dat het door hen afgelegd examen geheel in overeenstemming was met de Belgische wetten, en het zou onbillijk zijn hen tot slachtoffers te maken van omstandigheden, welke geheel van hunnen wil onafhankelijk waren. Dat ook de openbare meening van dien tijd in deze opvatting deelde, blijkt uit het feit, dat vele der aldus gediplomeerde in het officieel of het gesubsidieerd onderwijs onmiddellijk werden benoemd en het was

(1) Wetsvoorstel, n° 239.

(2) De Middenafdeeling bestond uit de heeren MECHELYNCK, voorzitter, FISCHER, SIEFFER, VAN CAUWELAERT, SAMYN, PEEL en PIRARD.

voor de meesten onder hen, vooral voor deze welke inmiddels waren gehuwd, een zeer bittere beproeving, toen zij na den wapenstilstand uit hunnen dienst werden ontslagen, omdat hun diploma ongeldig werd verklaard.

Deze harde maatregel was des te minder begrijpelijk daar de heer Harmignie, toenmalig Minister van Kunsten en Wetenschappen, op 4 Juni 1919, in de Kamer der Volksvertegenwoordigers bekende dat « de jury's zelf ingesteld waren overeenkomstig de wetten en reglementen dienaangaande » en dat er, voor de blijvende bekrachtiging der afgeleverd diploma's, alleen een maatregel van regularisatie noodig was.

Tot deze regularisatie werd echter niet overgegaan. Integendeel; de opvolger van den heer Harmignie besliste, bij Koninklijk Besluit van 21 Augustus 1919, dat de diploma's, in 1917 en 1918 afgeleverd door de jury's van Gent, Laken en Vorst, niet aan de wettelijke bekrachtiging mochten worden onderworpen en dat de houders er van een nieuw examen moesten ondergaan.

De onbillijkheid van dezen maatregel werd des te scherper gevoeld daar, in tegenstelling met deze beslissing, de diploma's, in soortgelijke voorwaarden afgeleverd door de jury's van het Walenland, geldig werden verklaard.

De redenen, door den heer Minister van Kunsten en Wetenschappen, in antwoord op verschillende vragen van Kamerleden, gegeven om dit onderscheid te verrechtvaardigen, schenen over het algemeen niet voldoende overtuigend en, in elk geval, was het gevoelen vrij algemeen onder de Kamerleden dat de belanghebbenden reeds lang genoeg geleden hadden onder het Koninklijk besluit van 21 Augustus 1919.

De heer H. Heyman gaf aan deze overtuiging lucht in zijne interpellatie van 12 April II. en de heer Minister van Kunsten en Wetenschappen opperde zelf den wensch dat, door het parlementair initiatief, een voorstel zou worden neêrgelegd, waarbij de Minister werd gemachtigd om deze kandidaten-onderwijzers slechts een enkel bijvoeglijk examen te doen ondergaan, waaruit zou blijken dat zij voldoende op de hoogte van hun taak zijn.

Aan dit verzoek werd door den heer H. Heyman onmiddellijk voldaan door het neêrleggen van onderhavig voorstel, dat in de Afdeelingen den grootsten bijval oogstte. In een paar Afdeelingen werd eenig voorbehoud gemaakt omtrent den ernst van dit bijvoeglijk examen, maar voor het overige werd het voorstel aangenomen :

In de 1^e Afdeeling, bij eenparigheid ;

Id. 2^e id. bij eenparigheid min vier onthoudingen ;

Id. 3^e id. met 10 stemmen tegen 5 onthoudingen ;

Id. 4^e id. bij eenparigheid ;

Id. 5^e id. met 15 stemmen tegen één onthouding ;

Id. 6^e id. bij eenparigheid.

De steller van het ontwerp deed in de Middenafdeeling opmerken dat er in den door hem voorgestelden tekst eene vergissing was geslopen. De didactische proef, voorzien in het 2^e van eerste artikel, behoort niet alleen te dragen op den Godsdienst en de zedenleer, zooals uit den tekst zou kunnen worden afgeleid, maar op al de vakken van het programma van het 4^e studiejaar.

Een lid wenschte bovendien de woorden « bij uitzondering bevat die proef » te zien vervangen door « bij uitzondering zal deze proef enkel omvatten ».

De Middenafdeeling stelt dienvolgens voor, de drie laatste alinea's van artikel 1 van het ontwerp te wijzigen als volgt :

« Bij uitzondering zal deze proef enkel omvatten :

» 1^o Eene ondervraging over den Godsdienst en de zedenleer, voor de candidaten die daarvan geene ontslaging hebben gevraagd ;

» 2^o Eene didactische proef over een der vakken voorzien in het programma van de eerste drie graden der lagere school. »

Een lid der eerste Afdeeling had voorgesteld, aan de candidaten eene ondervraging over hunnen burgerzin te doen ondergaan.

De Middenafdeeling was van oordeel dat het practisch niet goed mogelijk was, deze gedachte tot een soort examenvak te verwerken.

Een lid van de Middenafdeeling legde er anderzijds nadruk op, dat men zoowel de leden van de betrokken jury's als de candidaten op onrechtvaardige wijze had aangerand in hun vaderlandsche eer. Indien er onder hen een of ander geweest is die activistische gevoelens heeft vertoond, dit bleef een zeldzame uitzondering en, in elk geval, men mag het feit, dat men in bedoelde jury's heeft gezeteld of dat men voor hen als candidaat is verschenen, niet beschouwen als een in vaderlandsch opzicht laakbare daad. Er zijn integendeel onder de betrokken personen verschillende die voor het vaderland de grootste offers hebben gebracht, en de verdachtmakingen, waaraan zij vanwege sommige dagbladen hebben blootgestaan, zijn dan ook ten zeerste onverdiend.

Deze terechtwijzing werd ook gedaan door den heer Heyman, tijdens zijn ondervraging aan den heer Minister van Kunsten en Wetenschappen, en toen hij hulde bracht aan de vaderlandsliefde en de omzichtigheid, welke door sommige juryleden getoond was, onderbrak de heer Minister om te bemerken dat hij « nooit het tegenovergestelde had gezegd ».

Een lid van de Middenafdeeling meende zich bij deze gunstige beoordeeling niet te kunnen aansluiten, daar hij van meening bleef dat de personen, die voor bedoelde jury's verschenen of er deel van uitmaakten, in vaderlandsch opzicht verkeerd hebben gehandeld. Maar de overige leden sloten zich aan bij de woorden van eerherstel, welke waren gesproken.

De Middenafdeeling nam, mits de reeds gemelde wijzigingen, het wetsvoorstel aan met 4 stemmen en een onthouding.

De Verslaggever,
FR. VAN CAUWELAERT.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.